

Les mouvements environnementalistes allemands : comment la tradition anti-nucléaire a nourri la mobilisation climatique

Marie-Jeanne Gaertner

Dès la seconde moitié du XX^{ème} siècle, l'Allemagne a vu se développer le mouvement en faveur de la protection de l'environnement de manière beaucoup plus intense que dans d'autres pays européens. Une prise de conscience s'est développée dans la société ouest-allemande sur l'impact de l'activité humaine sur la régénérescence de la biosphère et ses conséquences sur l'avenir des conditions de vie sur terre. Ce mouvement écologique remet en cause l'évolution des sciences et des technologies en accusant certaines d'entre elles, notamment le nucléaire, de participer davantage à la destruction de l'humanité qu'à l'amélioration des conditions de vie terrestres¹. C'est sur cette critique de la technologie nucléaire que se sont d'abord principalement érigés les mouvements environnementaux allemands et le parti des Grünen (les Verts), avant de se tourner vers de nouvelles problématiques, notamment celle du climat.

Au premier abord, on pourrait penser que le mouvement anti-nucléaire allemand a éclipsé le mouvement climat avant d'avoir posé les bases lui permettant de se développer. Mais l'intensité de ce mouvement a aussi permis au mouvement climat de trouver une force supplémentaire. La tradition ancienne des initiatives environnementales locales en Allemagne a créé un terreau propice à la fois pour les mouvements anti-nucléaire et climat. Une maîtrise des outils de contestation et l'expansion d'initiatives décentralisées réutilisables par le mouvement climat se sont développés.

La présence dans l'espace public et la reconnaissance du mouvement anti-nucléaire a offert aux futurs mouvements climatiques une réceptivité du public, accentuée par l'habitude des citoyen.ne.s allemand.e.s de s'approprier les questions énergétiques. Sa réussite a pu donner aux citoyen.ne.s l'envie d'aller au-delà en remettant en cause tous les impacts négatifs du système énergétique, par exemple celui du charbon.

Ce décryptage n'a pas pour objectif de porter un jugement sur l'impact de ces mouvements sur le mix énergétique allemand, mais de montrer les interactions en Allemagne entre la mobilisation anti nucléaire et proclimat, souvent peu connues et sous estimées en France.

¹ « L'écologie politique en Allemagne des origines à nos jours », *Allemagne d'aujourd'hui*, n°202, 10-12/2012. <http://www.septentrion.com/fr/livre/?GCOI=27574100632610>

I. La naissance des mouvements anti-nucléaire et climatique en Allemagne, entre relégation et coopération

A. La prépondérance du mouvement anti-nucléaire tend d'abord à accaparer les débats environnementaux

L'ancrage fort de la préoccupation environnementale en Allemagne est lié à l'histoire du pays et au besoin de reconstruire une identité nationale positive. Ce « support de reconstruction identitaire » pour fonder une « identité collective sûre » permet de se concentrer sur des préoccupations de bien commun telles que le risque nucléaire ou le changement climatique. Les mouvements environnementaliste et anti-nucléaire allemands se sont donc construits en parallèle du mouvement pacifiste, en particulier avec la lutte contre le nucléaire militaire².

D'un point de vue chronologique, on assiste d'abord à l'émergence d'initiatives locales de défense de l'environnement dans les années 1970 puis à celle du mouvement anti-nucléaire. Au centre de ces mouvements s'organise un nouveau type d'acteur les *Bürgerinitiativen* (initiatives citoyennes). Ces groupes militants se caractérisent par leur nature locale. Ils se mobilisent autour d'enjeux ciblés allant des questions d'aménagement urbain à la construction d'usines. La multiplication de ces initiatives territoriales (elles sont 50 000 en 1979) est au cœur des mouvements environnementalistes. Leur diffusion est d'ailleurs facilitée par leur nature : ne disposant d'aucun statut juridique elles peuvent naître et s'évaporer rapidement³.

Le mouvement anti-nucléaire allemand a commencé seulement dans un second temps à se développer. A ses débuts dans les années 1970, il se caractérise par des luttes locales contre la construction de centrales. On situe la naissance du mouvement dans le Baden-Württemberg, au sud-ouest de l'Allemagne. L'opposition à la construction de la centrale de Wyhl a véritablement donné une ampleur nationale au combat.

Ce mouvement vient également puiser dans le contexte géopolitique allemand, en témoigne l'exemple de Gorleben. Cette enclave située à deux kilomètres de la RDA est choisie comme lieu de stockage des déchets nucléaires. Le choix de ce site n'est pas un hasard. Gorleben devient un symbole de la lutte anti-nucléaire en rassemblant la plus grande protestation jamais connue jusqu'alors.

Dans les années 1980, le combat prend ensuite une dimension politique avec le début de la structuration du parti vert. En parallèle, la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986 lui donne un coup d'accélérateur. Ses revendications s'étendent progressivement pour se concentrer dans les années 1990 sur le transport des déchets nucléaires. La première victoire du mouvement au niveau national a lieu en 2003 lorsque le gouvernement décide la fermeture définitive au plus tard en 2022 des 17 centrales nucléaires restantes. Angela Merkel décide de prolonger leur activité d'en moyenne douze ans puis, après la catastrophe de Fukushima en 2011, de revenir à la date initiale de sortie du nucléaire en 2022⁴.

² Teva Meyer, « Comparer la réussite des conflits environnementaux en Allemagne et en France : une approche géopolitique », *Hérodote*, vol. 165, n°2, 2017, p. 31-52. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2017-2-page-31.htm>

³ *Ibid.*

⁴ Frédéric Lemaître, « Le mouvement anti-nucléaire, une histoire allemande », *Le Monde*, 09/11/2010. https://www.lemonde.fr/europe/article/2010/11/09/le-mouvement-anti-nucleaire-une-histoire-allemande_1437846_3214.html

L'ampleur et la réussite du mouvement antinucléaire a participé à reléguer au second plan le mouvement climatique, ce dernier n'entraînant que des protestations isolées et de moindre ampleur.

B. *Les réussites mitigées du mouvement anti-nucléaire et le contexte global font émerger l'enjeu climatique*

Le succès du mouvement anti-nucléaire allemand est dû à différents facteurs. L'ampleur à la fois nationale et localisée du mouvement a permis de faire pression sur le gouvernement. Mais la nature fédéraliste du régime a aussi joué un rôle important. L'absence d'autorité fédérale délivrant les autorisations d'exploitation des centrales nucléaires concède à chaque gouvernement des *Länder* cette responsabilité. Les *Bürgerinitiativen* en ont tiré davantage de marge de manœuvre, même si les initiatives du mouvement antinucléaire à l'échelle locale n'ont pas toujours porté leurs fruits. Les protestations à Whyl et Kalkar par exemple, ont permis de ne jamais voir les réacteurs raccordés au réseau électrique, mais les luttes à Brokdorf et Grohnde, n'ont de leur côté obtenu aucun succès du point de vue des activistes. Ces échecs partiels et localisés ont poussé de nombreux protestataires à se tourner vers d'autres activités. Certain.e.s se sont notamment engagé.e.s dans des organisations de protection de l'environnement ou des partis politiques (Les Verts)⁵.

Le mouvement anti-nucléaire a en quelque sorte participé à la création du mouvement climatique en Allemagne, d'abord parce qu'il a donné naissance à certaines grandes associations environnementalistes telles que le Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND, Fédération pour la protection de l'environnement en Allemagne), fondé en 1975⁶. Le mouvement climatique trouve son origine dans la convergence de deux groupes désillusionnés par le courant dominant de la politique climatique, alors composé d'ONG comme Germanwatch ou du parti écologiste Bündnis'90/Die Grünen. Vers la fin des années 2000, les activistes d'Attac, d'Antifa ainsi que du mouvement anti-nucléaire et pacifiste se sont tournés de plus en plus vers les questions climatiques en parallèle du débat sur le nucléaire en Allemagne⁷.

C. *Alliances des mouvements anti-nucléaire et climatique*

Les échecs partiels du mouvement anti-nucléaire n'ont pas simplement servi l'émergence du mouvement climatique après l'avoir longuement éclipsé, mais ils ont également invité les protestataires à se tourner vers la coopération avec les acteurs du mouvement climat. Le compromis nucléaire décidé par la coalition rouge-verte – composée des partis SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands – Parti Social-Démocrate d'Allemagne) et Die Grünen – a notamment servi d'accélérateur aux mobilisations. D'autre part, la campagne « Castor? Schottern ! », lancée par des activistes des milieux anti-nucléaires et climatiques, a bénéficié d'une participation active des acteurs de la politique climatique.

Une conférence d'action du mouvement climatique à Berlin en février 2011 a par exemple- regroupé des mouvements citoyens, notamment des groupes luttant contre les mines de lignite à ciel ouvert ou contre le captage/stockage de CO₂ dans le sol. Des groupes politiquement intermédiaires comme le BUND ou les jeunes du BUND ou les jeunes verts étaient également présents. Une

⁵Jens Boscheinen, Laurens Bortfeldt «Umweltbewegungen in der Retrospektive – Anlässe und Erfolge deutscher Bewegungen seit den 1970er Jahren», *Umwelt- und Ökologiebewegungen Essentials*, 04/12/2021. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-658-35908-9_2

⁶ Teva Meyer, « Comparer la réussite des conflits environnementaux en Allemagne et en France : une approche géopolitique », *Hérodote*, vol. 165, n°2, 2017, p. 31-52. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2017-2-page-31.htm>

⁷ Georg Kössler, « Die Klimabewegung in Deutschland », *Die internationale Klimabewegung*, p. 185-204, 06/06/2013. https://link.springer.com/chapter/10.1007%2F978-3-658-01970-9_8

représentante du mouvement anti-nucléaire a été explicitement invitée afin d'en apprendre davantage sur le travail de coopération entre les différents thèmes. Ces expériences ont permis aux acteurs de se rendre compte qu'ils avaient les mêmes adversaires, les groupes énergétiques comme Vattenfall et leurs centrales nucléaires, leurs mines à ciel ouvert ou leurs projets de capture de carbone. Les stratégies contre de telles entreprises demeurent très différentes, mais les protestations comme celles contre le transport de déchets nucléaires dans le Wendland ont montré qu'écologistes pro-climat et activistes anti-nucléaires pouvaient travailler ensemble, ou du moins dans une tolérance mutuelle⁸.

II. Avec la prise de conscience de nouveaux enjeux, la redéfinition des mouvements anti-nucléaire et climatique

A. Un déplacement des contestations : de l'antinucléaire à l'anti-charbon

Dès la naissance du mouvement anti-nucléaire dans les années 1970, les activistes ne se sont pas contentés de la dénonciation de l'atome mais ont commencé à proposer des alternatives à travers la réflexion sur l'*Energiewende* (tournant énergétique). Dans les années 1980, les opposant.e.s écologistes au nucléaire ont commencé à remettre véritablement en question l'usage du charbon dans le mix énergétique allemand. L'enjeu s'est porté sur ses conséquences sur le dépérissement des forêts mais aussi sur la problématique du climat dans sa globalité.

Les contestations se sont d'abord concentrées contre le déplacement de villages dans le cadre de l'ouverture de nouveaux sites d'extraction de charbon. On peut citer l'exemple du village de Lakoma, qui a été déplacé en dépit des protestations en 1989. Après la chute du mur de Berlin, en 1992, des occupations de bâtiments ont eu lieu, jusqu'à ce que le village soit définitivement détruit par Vattenfall en 2003.

Le mouvement « Ende-Gelände », né en 2015, a par la suite fait le lien entre les dommages locaux causés par l'exploitation à ciel ouvert et le thème du changement climatique, et a suscité une attention suprarégionale par le biais de blocages, d'occupations de terrains, de protestations et de pétitions⁹. La décision de fermer les centrales nucléaires allemandes en 2022 a de fait mis en exergue les problèmes environnementaux et climatiques liés au charbon et a ainsi donné un coup d'accélérateur au mouvement anti-charbon allemand.

B. Anti-charbon, justice climatique et luttes pour la démocratie énergétique

Un lien peut s'observer en Allemagne à la fin des années 2000 entre l'émergence du mouvement anti-charbon et celui pour la justice climatique. Cette branche du mouvement climatique s'est construite à travers la volonté de vulgarisation, de politisation et de dénonciation des causes structurelles de la crise. La contestation par la justice climatique s'est rapidement emparée de l'enjeu énergétique en dénonçant l'utilisation des énergies fossiles. Elle s'est largement concentrée sur le charbon et en particulier le lignite, en raison de la place prépondérante occupée par le charbon dans le mix électrique allemand. La prépondérance du mouvement anti-charbon a aussi été facilitée par la décision de sortir du nucléaire en 2011 : les acteurs du mouvement anti-nucléaire

⁸ Georg Kössler, « Die Klimabewegung in Deutschland », *Die internationale Klimabewegung*, p. 185-204, 06/06/2013. https://link.springer.com/chapter/10.1007%2F978-3-658-01970-9_8

⁹ Jens Boscheinen, Laurens Bortfeldt, « Umweltbewegungen in der Retrospektive – Anlässe und Erfolge deutscher Bewegungen seit den 1970er Jahren », *Umwelt- und Ökologiebewegungen Essentials*, 04/12/2021. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-658-35908-9_2

ont dû trouver une nouvelle raison d'être, que la contestation du charbon est venue leur apporter¹⁰.

Cette convergence s'est fondée sur un appel plus global à la démocratisation des questions énergétiques. Le mouvement de lutte pour la démocratie énergétique s'est progressivement constitué à partir de la dénonciation des stratégies de capture de CO₂. L'objet de ces luttes est varié, mais leur dénominateur commun est de sortir d'un mode de production de l'énergie fondée sur les ressources fossiles. Leurs revendications sont ambitieuses : la conversion du secteur énergétique à 100 % d'énergies renouvelables, la socialisation et la municipalisation du secteur de l'énergie à travers l'expropriation et le démantèlement des grands groupes électriques et enfin, la réduction de la production et de la consommation d'énergie¹¹.

C. Une remise en question du bienfondé de la sortie définitive du nucléaire ?

Si le refus du nucléaire est une vision très présente et partagée au sein de la société allemande, l'urgence climatique a participé chez quelques-uns à une remise en cause de cette priorité. Cela s'est ressenti à travers la tenue de plusieurs manifestations pronucléaires, dont celle de la « Nuclear pride coalition » le 21 octobre 2018 à Munich, dont l'objectif était la promotion de l'utilisation de l'énergie nucléaire en tant qu'outil de lutte contre le changement climatique¹².

On constate en outre un revirement de position de la part de certain.e.s tenant.e.s de l'anti-nucléaire en Allemagne. En octobre 2021, 25 intellectuel.le.s appellent l'Allemagne au maintien en service de ses réacteurs nucléaires, en argumentant que leur fermeture risque de faire augmenter les émissions de carbone¹³. Le nucléaire semble également moins détesté qu'auparavant par la population. Un sondage mené par Verivox en 2021, montre que « près d'une personne sur trois (31 %) continuerait avec l'énergie nucléaire dans le but de bénéficier d'une électricité moins chère », soit une augmentation notable (de 10 points de pourcentage) par rapport aux 20 % enregistrés en 2018¹⁴.

Ce constat reste cependant à nuancer. Alors que les mobilisations pro-climat recensent en moyenne 100 000 manifestant.e.s, la deuxième plus grande manifestation pronucléaire n'est quant à elle pas parvenue à mobiliser massivement. Plusieurs personnalités politiques allemandes restent très orientées anti-nucléaire, comme en témoigne la coalition lancée par l'Allemagne lors de la COP26 pour empêcher la classification du nucléaire comme « énergie verte » dans la taxonomie européenne pour une finance durable¹⁵. Même le parti libéral FDP (Freie Demokratische Partei), qui s'efforce normalement de maintenir un positionnement neutre vis-à-vis des technologies énergétiques, s'oppose désormais officiellement au nucléaire¹⁶. Avant les élections fédérales de

¹⁰ Fanny Lajarthe, « Désobéir en masse pour la justice climatique. Retours sur Ende Gelände », *EcoRev'*, n° 48, 2020, p. 61-74. <https://www.cairn.info/revue-ecorev-2020-1-page-61.htm>

¹¹ Tadzio Müller, « Von der Klimagerechtigkeit zur Energiedemokratie », *BdWi*, 31/12/2011. <https://www.bdwi.de/forum/archiv/themen/oekologie/5415876.html>

¹² Tristan Hurel, « Au cœur de l'Allemagne anti-nucléaire, les éco-modernistes remettent en scène cette technologie. », *Revue Générale Nucléaire*, 23/10/2018. <https://new.sfen.org/rgn/coeur-allemande-anti-nucleaire-eco-modernistes-remettent-scene-technologie>

¹³ Nikolaus J. Kurmayer, « Des militants pro-nucléaires allemands en manifestation à Berlin », *Euractiv*, 15/11/2021. <https://www.euractiv.fr/section/energie/news/des-militants-pro-nucleaires-allemands-en-manifestation-a-berlin/>

¹⁴ « Umfrage: 77 Prozent der Deutschen fordern Strompreis-Stopp », *Verivox*, 24/09/2021.

<https://www.verivox.de/strom/nachrichten/umfrage-77-prozent-der-deutschen-fordern-strompreis-stopp-1118798/>

¹⁵ Nikolaus J. Kurmayer, « COP26 : cinq États membres de l'UE s'allient contre le nucléaire », *Euractiv*, 12/11/2021. <https://www.euractiv.fr/section/energie/news/five-eu-countries-form-anti-nuclear-alliance-at-cop26/>

¹⁶ Nikolaus J. Kurmayer, « Des militants pro-nucléaires allemands en manifestation à Berlin », *Euractiv*, 15/11/2021. <https://www.euractiv.fr/section/energie/news/des-militants-pro-nucleaires-allemands-en-manifestation-a-berlin/>

septembre 2021, seul l'AFD (Alternative für Deutschland – Alternative pour l'Allemagne), parti d'extrême-droite, se montrait clairement en faveur d'une relance du nucléaire¹⁷.

La remise en question de la décision de sortir définitivement du nucléaire a refait surface dans le contexte de la guerre en Ukraine et du débat sur la dépendance énergétique. Certains élus comme Markus Söder, le ministre-président de Bavière (Christlich-Soziale Union in Bayern – L'Union Sociale-Chrétienne en Bavière) se sont montrés favorables au réinvestissement dans le nucléaire en voulant prolonger de trois à cinq ans la durée de fonctionnement des réacteurs¹⁸. De la même manière, des médias libéral-conservateurs affirment qu'il faudrait réinvestir dans le charbon et le nucléaire : « A court terme, l'Allemagne ne pourra rétablir sa sécurité énergétique qu'en reprenant la production d'électricité à partir du charbon - et en remettant en service les centrales nucléaires si cela est possible. A moyen terme, on ne pourra pas éviter de construire des centrales nucléaires. »¹⁹.

L'éventualité de prolonger les centrales existantes paraissait tout d'abord inenvisageable pour le gouvernement allemand, dont la ligne officielle est de vouloir atteindre son indépendance énergétique en misant sur 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2035. Mais la crise énergétique a fait bouger les lignes. Le gouvernement allemand a pris la décision de prolonger l'activité des trois dernières centrales de quatre mois (fermeture au 15 avril 2023 au lieu du 31 décembre 2022) et de prolonger l'existence de plusieurs centrales à charbon jusqu'au printemps 2024²⁰.

III. La réorientation du mouvement climat dans le nouveau contexte politique allemand

A. L'évolution des modes de protestation du mouvement climat

Si ces dix dernières années ont vu augmenter les préoccupations climatiques à l'échelle individuelle, la grande nouveauté est l'ampleur qu'a pris le mouvement climatique dans l'espace public. Ces dernières années ont en effet été cruciales dans la prise de conscience généralisée de l'urgence climatique et l'essor du mouvement climat, en Allemagne comme à l'international. Dans ce contexte, les mobilisations Fridays for future (FFF) ont contribué à développer le mouvement, à travers un renouvellement de la base des activistes, des modes de contestations et des types de revendications.

Les *Bürgerinitiativen* ont permis de réunir des militant.e.s aux profils sociologiques variés. C'est d'ailleurs de cette diversité sociologique que les militant.e.s pro-environnement tirent une partie de leur légitimité. Provenant aussi bien de milieux plutôt conservateurs que de la contre-culture, ils apparaissent aux yeux des gouvernant.e.s comme une force englobante de la société dont les revendications doivent être prises en compte et non comme un groupement marginalisé. De même, la spécificité du mouvement antinucléaire allemand est sa base sociale très diversifiée (autant des membres de die Linke – le parti d'extrême-gauche, que du Parti marxiste-léniniste, que de l'Eglise protestante ou encore des agriculteur.ice.s) mais aussi son implantation territoriale très

¹⁷ Violette Bonnebas, « La sortie du nucléaire, l'autre enjeu des élections allemandes », *Reporterre*, 21/09/2021. <https://reporterre.net/La-sortie-du-nucleaire-l-autre-enjeu-des-elections-allemandes>

¹⁸ « Belgique, Allemagne : la fermeture des réacteurs nucléaires reportée ? », *Reporterre*, 08/03/2022. <https://reporterre.net/Belgique-Allemagne-la-fermeture-des-reacteurs-nucleaires-reportee>

¹⁹ Klaus-Rüdiger Mai, « Lindner persifliert die Freiheit », *Tichys Einblick*, 27/02/2022.

<https://www.tichyseinblick.de/meinungen/lindner-macht-die-fdp-ueberfluessig-fdp-persifliert-die-freiheit/>

²⁰ « Nucléaire : l'Allemagne va prolonger le fonctionnement de ses trois dernières centrales », *Le Monde*, 17/10/2022.

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/17/nucleaire-l-allemande-va-prolonger-le-fonctionnement-de-ses-trois-dernieres-centrales_6146195_3210.html

développée. Ces initiatives locales permettent aux citoyen.ne.s d'exercer une forme de contre-pouvoir, en particulier dans un pays où la culture du compromis conduit parfois à de larges coalitions regroupant des partis antagonistes et où l'opposition parlementaire a donc du mal à se faire entendre²¹.

L'élément qui semble le plus novateur est l'apparition du concept de grève scolaire pour le climat, lui-même lié à une nouvelle caractéristique marquante du mouvement climat actuel : le jeune âge des activistes. Ainsi l'âge médian des manifestant.e.s lors de la première manifestation FFF du 15 mars 2019 était de 26 ans. La baisse de l'âge des activistes est liée à une transformation du système de valeur entre les générations. La recherche de la maximisation de l'épanouissement individuel a laissé place à une volonté d'atteindre une prospérité collective, ce qui passe par la protection de l'environnement et du climat. Cette évolution démographique du mouvement climat est également liée à un constat pragmatique : les jeunes feront davantage les frais du changement climatique et en ont conscience. Cependant, la moyenne d'âge a augmenté au fur et à mesure des manifestations FFF. Si la proportion de jeunes était d'environ 70 % lors de la première manifestation, trois ans après le début du mouvement, 50 % des militant.e.s ont 18 ans ou moins²².

Parallèlement, lors des premières manifestations, la proportion de femmes était nettement dominante (plus de 65 %). S'il n'y a pas d'études fiables à ce sujet, on peut tenter d'établir un lien entre la prédominance des femmes au sein du mouvement FFF et l'identification des activistes aux figures de proue féminines du mouvement (Greta Thunberg en Suède, Luisa Neubauer en Allemagne). Cependant, cette différence entre les sexes s'est progressivement estompée au fur et à mesure des manifestations, notamment avec l'augmentation du nombre de participant.e.s et l'apparition d'autres groupes comme Scientists for Future ou Parents for Future²³.

Une autre particularité du mouvement FFF est le niveau d'étude particulièrement développé de la base active. En effet, les participant.e.s possèdent un bagage universitaire élevé voire très élevé et sont en grande partie issu.e.s de familles d'universitaires. Ainsi un peu plus de 50 % des pères des activistes et un peu moins de 50 % de leurs mères ont un diplôme universitaire. Dans le même ordre d'idée, dans toute l'Allemagne, moins de 10 % des participant.e.s ont un diplôme d'enseignement général ou moyen, alors que plus de 80 % visent le baccalauréat ou ont déjà obtenu une qualification supérieure. Cela pose la question de l'élargissement du mouvement et de sa capacité à mobiliser d'autres sphères sociales²⁴.

B. *L'apport considérable du mouvement Fridays for future pour le mouvement climatique*

Avec aujourd'hui plus de 650 groupes locaux, FFF est progressivement devenu l'un des mouvements sociaux les plus importants de l'histoire allemande. FFF est passé d'un mouvement de jeunesse à un mouvement social ancré au sein de la société ; ceci grâce à la formulation d'objectifs clairs pour lesquels FFF demande des mesures aux politiques. Ces mesures permettront de respecter les objectifs de l'accord de Paris sur le climat et l'objectif de maintien en-dessous du seuil de 1,5°C. Pour y parvenir, trois objectifs immédiats ont été définis, ainsi que trois autres objectifs à atteindre d'ici 2035 au plus tard : « émissions nettes zéro d'ici 2035 ; abandon du charbon d'ici 2030 ; approvisionnement en énergie 100 % renouvelable d'ici 2035 ; arrêt immédiat des

²¹ Teva Meyer, « Comparer la réussite des conflits environnementaux en Allemagne et en France : une approche géopolitique », *Hérodote*, vol. 165, n°2, 2017, p. 31-52. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2017-2-page-31.htm>

²² Jens Boscheinen, Laurens Bortfeldt, « Umweltbewegung der Gegenwart – Analyse der Fridays for Future-Bewegung als jüngste Protestbewegung », *Umwelt- und Ökologiebewegungen Essentials*, 04/12/2021.

https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-658-35908-9_3

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

subventions aux énergies fossiles ; fermeture immédiate d'un quart des centrales à charbon ; Introduction immédiate d'une taxe carbone sur toutes les émissions de gaz à effet de serre avec une recommandation de 180 euros par tonne²⁵ ».



Source : Klimastreik 25.3, Klimastreik 2022. <https://www.klima-streik.org/demos>

Comme le montre l'image ci-dessus qui représente tous les départs de manifestations (309 au total) lors de la marche pour le climat du 25 mars 2022, si le mouvement s'est d'abord forgé dans les grandes villes, il est désormais largement répandu sur le territoire même s'il reste prédominant à l'Ouest.

De manière générale, l'importance accordée par la société à la protection de l'environnement et du climat ne cesse d'augmenter depuis l'accord de Paris sur le climat de 2015, et n'est retombée au niveau de 2018 que suite à l'apparition de la pandémie de Covid-19. Les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les inondations dans les vallées de l'Ahr et de l'Erft suite à de fortes pluies, ou les incendies de forêt dans le bassin méditerranéen, déclenchés par des températures énormes de près de 50 degrés et une sécheresse persistante en 2021, alimentent cette prise de conscience.

On observe en Allemagne une augmentation de la perception du changement climatique en tant que menace pour l'humanité entre 2017 et 2019. S'il est difficile d'établir une corrélation entre cette augmentation et le développement de FFF, on peut estimer que le mouvement a participé, grâce à sa forte visibilité médiatique, à mettre en avant l'urgence climatique. Grâce à ses revendications et son influence médiatique, FFF exerce une influence directe sur la politique. Les élections régionales entre 2019 et 2020 ont été largement influencées par la couverture médiatique du thème de la protection du climat et du changement climatique. Le parti Bündnis 90/Die Grünen a pu gagner des voix lors de quatre des cinq élections, ce qui est directement imputable à la présence de ces thèmes dans l'opinion publique²⁶.

²⁵ Jens Boscheinen, Laurens Bortfeldt, « Umweltbewegung der Gegenwart – Analyse der Fridays for Future-Bewegung als jüngste Protestbewegung », *Umwelt- und Ökologiebewegungen Essentials*, 04/12/2021.

²⁶ Jens Boscheinen, Laurens Bortfeldt, « Umweltbewegung der Gegenwart – Analyse der Fridays for Future-Bewegung als jüngste Protestbewegung », *Umwelt- und Ökologiebewegungen Essentials*, 04/12/2021. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-658-35908-9_3

C. Avec l'arrivée au pouvoir de la coalition feu tricolore, quelles perspectives pour le mouvement climat allemand

La nouvelle coalition de gouvernement allemande dite « feu tricolore » a officiellement vu le jour le 25 novembre 2021. Elle porte ce surnom en raison de la couleur traditionnellement associée aux trois partis qui la composent : le rouge du SPD, le jaune du FDP et le vert des Grünen. Elle est marquée par l'absence du parti conservateur CDU (Christlich Demokratische Union Deutschlands – L'Union démocrate-chrétienne d'Allemagne) au sein du gouvernement, ce qui ne s'était pas produit depuis 20 ans.

Le contrat de coalition pose les bases de l'action du gouvernement sur le mandat à venir. La question climatique apparaît en tête du texte de coalition (chapitre III). Toutefois, elle est abordée sous le titre suivant, d'une manière teintée de libéralisme : « La protection du climat dans une économie de marché sociale et écologique ». Cette appellation résume bien la position *realo* du gouvernement actuel, pour lequel la question climatique est primordiale mais doit s'ancrer dans le contexte d'économie de marché. De la même manière, l'accent est porté sur l'innovation, la compétitivité et l'importance de préserver l'industrie tout en alimentant une « croissance durable ». Toujours dans l'idée de croissance verte, la coalition compte sur l'alliance du développement économique et de la responsabilité écologique. Pour atteindre les objectifs climatiques, le texte mise sur la transformation du tissu productif grâce aux nouvelles technologies (véhicules électriques, hydrogène, accroissement de la production de semi-conducteurs)²⁷. Le postulat émis par la coalition est le suivant : « l'excellence environnementale permettra de stimuler l'innovation, la compétitivité, l'emploi et la promotion sociale²⁸ ».

Malgré cela, les objectifs climatiques du nouveau gouvernement allemand n'ont jamais été si ambitieux et dépassent même ceux de l'Union Européenne puisque le traité de coalition contient l'objectif de neutralité carbone d'ici 2045. Pourtant, il n'est pas évident que les mesures qui y sont associées permettent d'atteindre l'objectif de maintien de l'augmentation des températures sous le seuil de +1,5°. Si certaines mesures semblent pertinentes, comme l'augmentation drastique de la part des renouvelables ou la conditionnalité de nouveaux projets économiques selon leur impact climatique, d'autres mesures envisagées sont faibles et peu chiffrées. C'est le cas pour la question des transports, ou de manière générale pour le volume de réduction des émissions, pour lesquelles les investissements nécessaires et les actions à mettre en œuvre restent flous²⁹.

Si les objectifs de transition énergétique sont ambitieux, ils masquent néanmoins quelques déficits. D'une part, l'accord mise à court terme sur du gaz fossile pour combler les stocks avant d'atteindre les objectifs en matière de renouvelables. Ainsi, une augmentation de 50 % de la production d'électricité à partir de gaz est attendue afin de prendre le relai des centrales à charbon. En outre, des prévisions de consommation d'électricité montrent que l'usage du gaz fossile dans la production d'électricité allemande devrait passer de 90 TWh en 2020 à environ 120 à 150 TWh en 2030³⁰. Par ailleurs, ces centrales à gaz devraient être dans un deuxième temps converties à l'hydrogène, toutefois le texte mise à court terme sur de l'hydrogène produit à base de méthane,

²⁷ « Oser plus de progrès, L'alliance pour la liberté, la justice et la durabilité », Accord de coalition entre le SPD, Bündnis 90/Die Grünen et le FDP.

²⁸ Anne-Claire Poirier, « En Allemagne, la nouvelle coalition teste « l'économie de marché socio-écologique » », *Vert*, 25/11/2021. <https://vert.eco/articles/en-allemande-la-nouvelle-coalition-teste-leconomie-de-marche-socio-ecologique>

²⁹ Thomas Schnee, « Coalition allemande : pour les écologistes, le vert n'est qu'à moitié plein. », *Médiapart*, 08/12/2021.

³⁰ Nikolaus J. Kurmayer, « Nouvelle coalition allemande : 80 % d'énergies renouvelables d'ici à 2030 et davantage de gaz comme source d'énergie d'appoint », *Euractiv*, 25/11/2021. <https://www.euractiv.fr/section/climat/news/nouvelle-coalition-allemande-80-denergies-renouvelables-dici-a-2030-et-davantage-de-gaz-comme-source-denergie-dappoint/>

ce qui pourrait contrecarrer les objectifs climatiques³¹. Ces objectifs risquent toutefois d'être chamboulés par le contexte géopolitique international actuel.

Afin de comprendre les logiques partisans, il convient de définir les différents courants existants au sein des Verts allemands. Il existe deux courants majeurs, les réalistes dits *Realos* et les fondamentalistes dits *Fundis*. Les *Fundis* conçoivent originellement le parti comme l'ambassadeur des mouvements sociaux et comme le moyen de financer leurs actions, tandis que les *Realos* se sont développés avec un objectif politique bien établi : exercer le pouvoir (parfois au détriment des convictions). Les *Realos* ont fini par s'imposer, notamment avec le départ des membres radicaux et la fusion avec l'Alliance 90 de l'ex-RDA. Les Verts apparaissent donc désormais davantage comme « un parti réformateur au service de la mise en place d'une économie de marché « éco-sociale » qu'un véritable parti contestataire³².

En outre, les Verts étaient jusqu'alors perçus comme « un parti nécessaire pour sécuriser une alliance, mais trop faible pour influencer la politique³³ ». L'intérêt de cette nouvelle coalition va donc être de voir si les Verts sont capables de garder un lien fort avec le mouvement climat alors que le reste de la coalition est moins mobilisé sur ces questions.

Conclusion

Interrogé.e.s en mars sur leur volonté d'étendre la durée de vie des dernières centrales nucléaires, les Allemand.e.s répondaient par la positive à 70 % puis plus récemment à 61 et 53 %. D'un autre côté, 92 % des interrogé.e.s se déclaraient en faveur d'une accélération du déploiement des renouvelables afin d'atteindre l'indépendance énergétique au plus vite³⁴. Ainsi, la crainte de voir le pays en pénurie d'énergie a pu faire ressurgir la question du nucléaire mais le débat sur un maintien dans le nucléaire reste pratiquement inexistant en Allemagne à ce jour. Scientifiques, politicien.ne.s, activistes ou encore la population allemande en général semblent avoir opté pour un autre état d'esprit dans lequel il est acté depuis longtemps que le tournant énergétique à travers les renouvelables et la démocratie énergétique sont les seules alternatives pour parvenir à faire transiter l'économie et atteindre les ambitions climatiques.

La réussite ces mouvements environnementaux outre-Rhin repose notamment leur capacité à créer des coalitions d'intérêts dépassant les cercles militants traditionnels. En effet, cette culture du compromis se ressent à travers les dynamiques de coopération entre mouvements environnementalistes, anti-nucléaires et climatiques.

La politique climatique allemande se caractérise aujourd'hui par la prédominance des tendances *realo*, contrebalancée par des mouvements climatiques forts comme Fridays For Future. La *realpolitik* climatique allemande se ressent encore plus nettement à l'échelle européenne. Les tensions autour de la taxonomie verte ont permis d'exacerber les incohérences de la politique anti-nucléaire allemande vis-à-vis des enjeux climatiques tout comme le grand écart entre les

³¹ « Florence Roussel, L'Allemagne mise plus que jamais sur les énergies renouvelables », *Actu-Environnement*, 08/12/2021. <https://www.actu-environnement.com/ae/news/nouvelle-coalition-allemande-charbon-energies-renouvelables-38701.php4>

³² Annette Lensing, « Les Verts allemands, un nouveau parti de rassemblement ? », *IFRI*, 01/2021.

https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ndc_158_a._lensing_les_verts_allemands_jan_2021.pdf

³³ Teva Meyer, « Comparer la réussite des conflits environnementaux en Allemagne et en France : une approche géopolitique », *Hérodote*, vol. 165, n°2, 2017, p. 31-52. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2017-2-page-31.htm>

³⁴ Zia Weise, « Why Germany won't give up on giving up nuclear », *Politico*, 28/04/2022.

<https://www.politico.eu/article/politics-behind-germany-refusal-reconsider-nuclear-phaseout/>

sociétés allemande et française en termes d'acceptation du nucléaire. Alors qu'il dénonçait les pressions françaises visant à faire inscrire le nucléaire comme une énergie verte par la taxonomie européenne, le gouvernement allemand s'en est finalement accommodé afin de faire reconnaître le gaz comme une énergie « propre ».

Les exemples étudiés témoignent de la forte historicité et de l'importance qu'ont occupé et occupent toujours les mobilisations environnementalistes citoyennes en Allemagne, que ce soit pour lutter contre le nucléaire ou contre le réchauffement climatique. Face à cet enracinement citoyen des questions environnementales et climatiques s'est formé un parti vert fort (en comparaison d'autres voisins européens comme la France), qui en s'institutionnalisant a appris à faire des compromis. Dans ce contexte d'urgence, la stratégie climatique adoptée par un pays européen aussi émetteur en carbone que l'Allemagne va être particulièrement déterminante dans la trajectoire climatique européenne.